

NOTE D'ACTUALITÉ

DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Week-end de mobilisation : automobilistes, faites-vous respecter !

Les 40 millions d'automobilistes français sont la cible de l'Union européenne et du gouvernement français qui rivalisent d'idées pour leur infliger taxes et restrictions, sous prétexte d'écologie ou de sécurité routière. Tout comprendre des politiques anti-automobilistes d'Emmanuel Macron et de l'UE !

La politique anti-automobiliste d'Emmanuel Macron :

- **Réduction de la vitesse de 90 à 80 km/h** sur les routes nationales en 2018 ;
- **Durcissement des critères du contrôle technique** pour les automobilistes : multiplier les critères, c'est augmenter le nombre d'interventions possibles et donc la facture finale ;
- **Durcissement du malus écologique** : une fiscalité indécente sur les voitures neuves et bientôt sur les voitures d'occasion quand, dans le même temps, la prime à la conversion a été supprimée et les aides à l'achat sacrifiées ;
- **Mise en place des ZFE** (zones à faibles émissions) : une véritable ségrégation sociale -la France compte désormais 25 ZFE excluant de ces métropoles la France du travail. C'est la double-peine pour les Français qui habitent la campagne : privés de services publics près de leur domicile, on tente désormais d'accéder avec leur véhicule à ces mêmes services dans les grandes villes.
- **Hausse de la fiscalité sur les carburants** : en 2017 et en 2018, Emmanuel Macron a augmenté à deux reprises la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- **Création d'un contrôle technique obligatoire pour les deux-roues.**
- **Création juridique de péages urbains** : s'ils ne sont aujourd'hui en place, la Loi d'orientation des mobilités (LOM) autorise les agglomérations à l'instaurer (option légale depuis 2019).

La politique anti-automobiliste de l'Union européenne :

- **Interdiction de la vente des véhicules thermiques neufs en 2035**, mesure dogmatique qui contraindra les Français à se tourner vers des voitures électriques hors de prix.
- **L'ETS 2 : une réglementation européenne qui imposera une nouvelle taxe sur le CO2** et entraînera mécaniquement une flambée des prix des carburants. Dès 2027, le litre de carburant augmentera de 10 à 12 centimes d'euros -soit un coût supplémentaire de 600 euros par an et par ménage !
- **Mise en place d'un contrôle technique annuel bientôt obligatoire pour les véhicules de plus de 10 ans** : plus de 22 millions de Français sont concernés !

Une fois encore ce sont les habitants des zones rurales, les familles, les classes moyennes qui paieront l'addition. Ceux qui n'ont aucune alternative et qui dépendent de leur voiture pour aller travailler, se soigner, ou simplement vivre.

Les propositions du Rassemblement National pour rendre aux automobilistes et aux motards leur liberté de circuler :

- **Fin de l'écologie punitive** : suppression des ZFE et suspension du Pacte Vert européen qui fait des automobilistes français des boucs-émissaires.
- **Stopper l'ivresse normative** : refus du durcissement du contrôle technique pour les voitures, suppression du contrôle technique obligatoire, soutien aux constructeurs automobilistes français en refusant l'interdiction de vente de véhicules thermiques neufs.
- **Engager la paix fiscale** : baisse de la TVA de 20 à 5,5% sur les carburants, annulation de l'aggravation du malus automobile, moratoire sur toute nouvelle taxe contre les automobilistes et les motards.